

Alcatel-Lucent : la vente de la division entreprises et le transfert de la DSI à Accenture se précisent

Alcatel-Lucent, qui détaillera mercredi son [plan de restructuration](#) annoncé en octobre dernier, aurait trouvé **un repreneur la partie études de sa direction informatique** (BITT pour Business and IT Transformation) et engagé **des discussions avec des acquéreurs potentiels pour sa division entreprises (ALE)**.

La rumeur de la vente d'ALE s'amplifie depuis mi-décembre 2013. Le syndicat CFDT, qui s'est prononcé pour le développement de cette activité « *cœur de métier* » au sein de l'équipementier, craint « *un nouveau désastre social* » en France et dans les télécoms, « *secteur clé pour la souveraineté d'un pays et son économie* ». Alcatel-Lucent Entreprise emploie **2 800 salariés dans le monde, dont 1 400 en France**.

Unify intéressé par Alcatel-Lucent Entreprise

Unify (anciennement Siemens Enterprise Communications), coentreprise de logiciels et services du fonds d'investissement américain **Gores Group** (à 51%) et de l'industriel allemand **Siemens AG** (à 49%), serait intéressée par la reprise de cette activité, rapporte l'agence [Bloomberg](#). La division entreprises, qui fournit des applications de communication et des solutions d'infrastructures réseaux aux organisations, aurait également été approchée par **une autre entreprise industrielle et un investisseur chinois**.

Une décision concernant la cession de la division entreprises pourrait être prise **d'ici mars 2014**, selon Bloomberg. **La transaction pourrait rapporter jusqu'à 250 millions d'euros à Alcatel-Lucent**, et ce bien que cette activité ait accusé une perte opérationnelle de 12 millions d'euros en 2012.

[Alcatel-Lucent avait déjà annoncé fin décembre céder sa filiale LGS Innovations](#) à un groupe d'investisseurs emmené par Madison Dearborn Partners. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre du **plan Shift**, qui vise notamment à réaliser des cessions d'actifs pour plus d'un milliard d'euros d'ici 2015. Dévoilé en juin 2013 par le directeur général d'Alcatel-Lucent, **Michel Combes**, Shift prévoit également la fermeture de sites industriels, ainsi que **la suppression de 10 000 postes nets dans le monde d'ici fin 2015, dont 900 postes en France**. Au niveau national, **300 autres postes seront reclassés et 600 externalisés**.

Dans le but de réviser à la baisse les suppressions de postes, **l'inter-syndicale CFDT, CFE-CGC, CGT a adressé 73 propositions à la direction d'Alcatel-Lucent**. Seules 9 d'entre elles auraient été retenues, dont la reconversion de certains personnels, mais pas le maintien du site d'Orvault (Loire-Atlantique), rapportent [Les Échos](#). Bercy, qui ne remet pas en cause le plan Shift, a également demandé à l'équipementier de faire un effort supplémentaire pour l'emploi et a fait appel au « *patriotisme économique* » des opérateurs. Ce matin, Arnaud Montebourg, ministre du Redressement

productif, a d'ailleurs [salué le patriotisme de SFR](#) qui vient de signer un important contrat avec l'équipementier en difficultés. Et ce, même si le choix de l'opérateur paraît surtout relever d'une certaine forme de continuité dans ses décisions d'investissement.

Accenture sur les rangs ?

Comme [la production informatique du groupe \(Alcanet\), qui a été transférée à HP](#) via un contrat de 10 ans conclu en juin 2009, **l'activité études de la DSI d'Alcatel-Lucent, appelée BITT en interne**, est également concernée par l'externalisation.

Cette activité, centrée sur le développement interne d'applications, n'est pas considérée par la direction « *comme faisant pas partie du cœur de métier du groupe* », selon les termes de **Pascal Guihéneuf**, représentant syndical CFDT groupe adjoint.

La division emploie à l'heure actuelle **près de 1 000 salariés à travers le monde, dont 200 à 300 en France**, notamment sur le site de Illkirch (Alsace), où « *les salariés dépendent juridiquement d'Alcatel-Lucent Enterprise* », explique à la rédaction **Philippe Mazé**, délégué syndical CFDT central (ALE). Mais aussi à Vélizy (Yvelines) et au siège parisien. Deux sites appelés à fermer leurs portes et dépendant d'Alcatel-Lucent France (ALF).

Au total, « **une centaine de postes** » au sein de la division BITT seraient voués à l'externalisation. Le repreneur ne serait autre qu'un grand groupe international « *spécialisé dans le conseil en management et les technologies de l'information* », d'après une source proche du dossier. On pense à **Accenture**, partenaire d'Alcatel-Lucent depuis des années.

Pour en savoir plus, il faudra attendre le comité central d'entreprise du 15 janvier.

En complément :

[Alcatel-Lucent invente l'entreprise sans informatique \(du tout\)](#)

[Alcatel Lucent : 15.000 postes supprimés, dont 900 en France](#)